



GT - Carte scolaire

Ce groupe de travail, s'il ne décide pas des fermetures et des ouvertures, permet de mettre à jour certaines situations et de préciser les grandes lignes du CTSD à venir.

Les échanges nombreux permettent à l'administration d'expliquer les effectifs notés dans le tableau de transparence et nous permet en tant qu'organisation syndicale représentative de clarifier des situations, d'obtenir des explications de la part de l'administration et de la hiérarchie sur les choix.

L'UNSA Éducation a demandé que soient précisés les seuils indicatifs d'ouverture et de fermeture qui seront appliqués lors du CTSD et CDEN à venir :

Type d'école	Seuil de fermeture	Seuil d'ouverture
Maternelle	National : 33 Département des Deux-Sèvres : 30	
Élémentaire et Primaire de 1 à 3 classes	25	27
Élémentaire et Primaire de 4 classes et plus	27	28
RPI C&D	25	27
Écoles globalisées	Même seuil que pour les écoles élémentaires et primaires.	

Les seuils en éducation prioritaire sont spécifiques et fonction des classes dédoublées de GS, CP et CE1. Les seuils retenus pour les écoles en politique de la ville seront étudiés au cas par cas.

L'Adjointe-IA, Mme NEDELEC nouvellement nommée suite au départ de Mme NOEL, annonce que des décharges de direction dérogatoires seront mises en place à la suite de fermetures qui seront prononcées au CTSD. Par exemple, une directrice d'une école à 4 classes qui connaîtrait la fermeture d'une classe, conserverait à titre dérogatoire pour une année son $\frac{1}{4}$ de décharge. Nous recevons favorablement cette proposition même si ce n'est qu'un pansement sur la jambe de bois de la direction d'école ! En effet, même si la direction d'école voit les conditions de décharge quelque peu améliorées à la rentrée prochaine, nous ne pouvons pas nous satisfaire de ces quelques mesurées.

La direction d'école mérite bien mieux que la perspective étriquée de l'annualité !

Les priorités du DASEN nous ont été clairement exprimées :

1. Améliorer l'objectif de l'école inclusive
2. Accompagner les directeurs d'école
3. Soutenir les familles nouvellement arrivées
4. Renforcer l'offre éducative sur les territoires ruraux
5. Porter un regard attentif sur les quartiers « politique de la ville ».

Nous notons que la maternelle n'est pas un axe prioritaire de la politique départementale souhaitée par le DASEN. Nous comprenons que, même si nous pouvons lire cette priorité comme transversale dans les thèmes prioritaires, **nos craintes concernant la maternelle sont confirmées par le seuil de fermeture qui est relevé de 28 à 30 !**

Certes, nous savons que le département doit rendre 8 postes. Certes, nous savons qu'il y aura certainement 5 ou 6 ouvertures çà et là. Certes, les priorités nationales (augmentation du temps de décharge de direction...) amèneront l'IA-DASEN à y consacrer 5 à 6 postes, peut-être même plus. Et puis il faudra bien se faire un « matelas » en prévision des seconde et troisième phase de la carte scolaire de 6 à 8 postes. **Alors on peut facilement imaginer que l'IA va proposer les fermetures de 25 à 30 classes...**

Au regard des tableaux de transparences qui font apparaître **68 situations de fermetures** latentes, on se dit alors qu'environ 38 écoles seront sauvées des eaux ! Et bien ce n'est même pas sûr. Oh, bien évidemment, nous défendrons le maintien d'un poste dans telle école rurale ; telle école de politique de la ville ; telle école où le profil sociologique des élèves demande une attention toute particulière... Mais au final pour le CTSD à venir ?

Sont menacées :

- 14 classes en école maternelle sur 56 écoles : soit 1/4
- 10 classes en école élémentaire sur 57 écoles : soit 17%
- 23 classes en école primaire sur 89 écoles : soit 1/4
- 7 classes en RPID sur 25 écoles : soit 1/3
- 8 classes en RPIC sur 16 écoles : soit 1/2
- 6 classes en école globalisée sur 11 écoles : soit plus de la moitié



Cela signifie que sur les 254 écoles, **26% des écoles sont susceptibles de connaître une fermeture** de classe au regard des seuils que l'IA nous indique.

Les craintes sont donc pesantes. Les menaces sur l'école publique sont accablantes.

A l'**UNSA éducation**, nous proposons que ces situations qui sont vécues comme un couperet chaque année soient davantage anticipées, négociées, préparées. La carte scolaire ne doit pas se cantonner à cette courte période d'instances pendant 15 jours, 3 fois l'année ! Un vrai travail de prospective doit être mené avec l'ensemble des éléments chiffrés à disposition, avec l'ensemble des partenaires et les enseignants qui doivent être mis dans la boucle. Nous constatons que ces derniers sont parfois les grands oubliés des échanges entre hiérarchie et collectivités locales.

Des scénarios doivent être pensés, des propositions concrètes doivent être concertées et les actions menées conjointement. Ce travail collaboratif pour ambitionner l'école de demain tant en milieu rural qu'en ville est la seule bonne méthode pour envisager une carte scolaire plus sereine, moins angoissante pour le terrain (élus et collègues), mieux comprises et davantage acceptées. Et surtout se donner les moyens pour penser et réorganiser l'École comme un vrai service publique de proximité pour tous.